**Corrections ED**

**Guerre d’Algérie**

1. **L’Algérie, c’est la France.**
2. **Le statut de l’Algérie.**

Doc 1 : « restauration de l’Etat souverain algérien ». L’Algérie est une colonie française depuis le 19ème siècle, la conquête ayant débuté dès 1830 et s’étant poursuivie jusqu’en 1848. Mais elle est plus qu’une colonie française : « L’Algérie, c’est la France » doc 2. En effet le territoire algérien est intégré au territoire français, avec trois départements : Alger, Constantine et Oran. C’est aussi la seule colonie de peuplement, avec presque 1 millions d’Européens, dont 850.000 français, pour 9 millions d’Algériens. Ces Français sont là depuis plusieurs générations, et considèrent l’Algérie française comme leur pays.

La vie politique est d’ailleurs largement dominée par ces français, qui élisent leurs représentant à l’AN et dirigent l’administration, menée par un gouverneur. La grande majorité des Algériens sont privés de la citoyenneté, avec un statut de seconde zone, dépendant notamment du droit coranique. Depuis 47 le code de l’indigénat a été abandonné et une assemblée algérienne a été créée, dont la moitié est élue par les Algériens, avec quelques pouvoirs limités, mais même là les élections ont été truquées par le gouverneur, et les élus algériens sont acquis à la cause française.

1. **Le fardeau de l’homme blanc.**

« Ils venaient apporter aux enfants algériens les leçons d’une vieille et haute culture » (doc 2). Le discours de Mitterrand reprend l’une des plus anciennes justifications de la colonisation, celle du « fardeau de l’homme blanc » vanté par le poète Kipling. Les Français seraient en Algérie pour apporter les bienfaits de la civilisation occidentale par la création d’écoles, d’hôpitaux, la modernisation des infrastructures. Mais si l’Algérie a connu un certain développement, notamment à travers le plan Sarraut de 1921, permettant la modernisation du port, des routes, l’électrification des grandes villes, la construction de dispensaires et d’hôpitaux, le bilan reste mince : le développement profite surtout aux Français et à l’exploitation économique du territoire Algérien (Vins, céréales et gaz à partir de 56). Au milieu des années 50, à peine 15% des enfants algériens sont ainsi scolarisés dans le primaire.

1. **Les nouvelles politiques de développement.**

« Investissements et grands travaux, formations professionnelles, fonction publique, décentralisation administrative, multiplication des collectivités locales de plein exercice seront l’objet de prochaines mesures. » (doc 2). La montée des tensions dans les années 50 puis de la guerre en 54 vont accélérer les politiques de développement du territoire, pour tenter de convaincre les Algériens de rester dans le giron français. Dès lé début de la guerre en 55 sont constitués les **SAS** ( sections administratives spécialisées), pour accompagner la répression par le développement : elles doivent se rendre auprès des Algériens pour offrir soins, éducation, constructions d’infrastructures de base. Par la suite en 58 De Gaulle proposera le plan Constantine qui prévoyait une redistribution des terres en faveur des Algériens, une politique d’industrialisation et enfin une politique d’éducation massive. Ces politiques arrivent cependant bien trop tard.

1. **La lutte indépendantiste.**
2. **La création du FLN.**

« FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE », « possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens de s'intégrer dans la lutte de libération » doc 1. De fait les mouvements de libération nationales ne datent pas de 1954 en Algérie. Dès l’entre-deux guerres plusieurs mouvements se mettent en place, réclamant plus de reconnaissance, d’autonomie voir pour certains déjà l’indépendance. Il s’agit par exemple du mouvement autonomiste de Ferhat Abbas, ou du mouvement indépendantiste l’Etoile Nord-Africaine de Messali Hadj. Cette diversité se retrouve après-guerre, entre des mouvements qui sont parfois adversaires. Face à l’intransigeance des Français, notamment après la répression sanglante de Sétif (8 mai 1945), ces mouvements se rapprochent pour former un seul front, le FLN, mené par Ben Bella, en 1954, dont le but est l’indépendance nationale » (doc 1).

1. **Idéologie et valeurs.**

Les valeurs et du FLN sont multiples et classiques :

* « Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de race ni de confession. » (doc 1) On retrouve ici les valeurs universelles, libérales et démocratiques prônées par la République française. Les leaders algériens, pour la plupart issues de l’élite, qui ont fréquenté les écoles françaises en Algérie et les universités en France (Ferhat Abbas est par exemple au lycée de Sétif, puis à l’université en France, section pharmacie), les ont fait leur, en constatant qu’elle n’était pas appliquées en Algérie
* « dans le cadre des principes islamiques » (doc 1). Le nationalisme algérien est aussi à la base de la motivation du FLN, fondé autour de la remise en cause de la supériorité de la civilisation française. Il s’agit de promouvoir la fierté et la culture spécifiquement algérienne, autour de la langue arabe, d’une histoire et une géographie commune, ainsi qu’une religion majoritaire, l’Islam.
* « Conformément aux principes révolutionnaires » (doc 1). A travers cette phrase on peut aussi déceler l’influence communiste qui anime certains membres du FLN, qui sont passés par le PCF lors de leur séjour en France, et sont soutenus par Moscou. Le combat indépendantiste est alors perçu comme une transposition de la lutte des classes contre l’oppression de nations bourgeoises.

1. **Elargir le conflit.**

« Réalisation de l'unité Nord-Africaine dans son cadre naturel arabo-islamique. » (doc 1) La lutte indépendantiste algérienne s’inscrit aussi dans le mouvement panarabisme nord-africain, qui promeut l’idée d’une solidarité et unité politique et culturelle arabe, au service de la puissance. Le mouvement concrétisé notamment par la création de la ligue arabe dès 1945, permet aussi d’obtenir le soutien des pays arabes voisins déjà décolonisés. Il s’agit notamment de l’Egypte dont Nasser, chante du panarabisme, vient de prendre les rênes, mais aussi plus largement des pays arabes du Proche et Moyen-Orient, de la Syrie à l’Arabie saoudite en passant par la Jordanie ou l’Irak. A partir de 55, l’indépendance de la Tunisie et du Maroc permettra l’appui de ces nouveaux pays. Ils apporteront base arrière, soutien techniques et matériel ainsi que soutien diplomatique à l’Algérie, notamment dans l’enceinte de l’ONU.

Dans le cadre de la Charte des Nations Unies, affirmation de notre sympathie agissante à l'égard de toutes les Nations qui appuieraient notre action libératrice. (doc 1) et « Si les meneurs ont voulu alerter l’opinion internationale, à la veille d’une session des Nations Unies » doc 2. L’ONU devient de fait une tribune permanente contre la France et ses colonies, fondée sur le principe de la « liberté des peuples à disposer d’eux-mêmes ». Alors que les nouveaux pays décolonisés et autres pays des sud se rassemblent notamment dans de nouveaux groupes comme le groupe arabo-asiatique, la France est constamment mise en accusation. Une situation délicate d’autant plus que les deux grandes puissances sont aussi opposés à la colonisation, comme la crise du Canal de Suez deux ans plus tard le soulignera.

1. **La guerre.**
2. **La toussaint sanglante.**

« la continuation de la lutte par tous les moyens jusqu'à la réalisation de notre but. » La lutte pour l’indépendance passe clairement par la lutte armée, avec une branche armée du FLN et ses combattants, les Fellaghas. C’est dans ce contexte qu’a lieu la Toussaint Sanglante, épisode qui lance la guerre d’Algérie. « Pendant la nuit du 31 octobre au 1er novembre, on a tué, incendié » annonce F. Mitterrand : de fait, une dizaine d’Algériens et de Français sont massacrés par le FLN. L’objectif est d’obtenir une réaction disproportionnée des autorités françaises, comme à Sétif en 47, afin de créer un fossé de sang entre les deux communautés, et faire basculer la majorité des Algériens dans le camp indépendantiste. Une stratégie qui sera renouvelé un an plus tard dans le Constantinois. La réaction de F. Mitterrand souligne combien la stratégie sera gagnante.

1. **La guerre.**

« Des renforts militaires ont été envoyés et répartis là où cela était utile. » Face au massacre, la France décide de réagir par la force, en déployant rapidement une armée de conscrit. L’intensité des massacres, la pression de l’armée et de l’extrême-droite, non moins que des Français d’Algérie, explique cette réaction martiale. Ce sont bientôt prêt de 400.000 Français, donc de très nombreux conscrits, qui seront présents en Algérie ; au total 1,3 millions de soldats seront déployés de 54 à 62. L’Algérie est divisée en province militaire et quadrillée, les frontières sont fermées et surveillées, une véritable guerre, avec ses atrocités, la torture, le déplacement forcé de population, les attentats aveugles est sur le point de débuter.